

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES RELATIF A L'ACCORD-CADRE

V1.0 — 24/06/2026 — Historique des versions en dernière page

Accord-cadre de travaux de nature courante sur le périmètre de l'EPA Euroméditerranée Balisage, voirie, réseaux et espaces verts

Les données clés du CCAP

Caractéristique	Détail
CCAG applicable	CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021)
Structure du marché	Accord-cadre à marchés subséquents
Montant maximum de l'accord-cadre	3 800 000 € HT
Durée du marché	4 ans à compter de sa date de notification
Délai de paiement	30 jours
Révision des prix	Prix ferme, révision applicable aux marchés subséquents
Insertion sociale	300 heures d'insertion sociale par tranche de travaux de 500 000 € HT
Obligations environnementales	Article 1.2 du CCTP relatif aux matériaux utilisés et aux modalités de gestion des déchets et des nuisances

Ce document est rédigé pour être lu et compris par votre équipe. Il précise vos droits et obligations tout au long de l'exécution du marché. Les points nécessitant une attention particulière notamment les dérogations au CCAG-Travaux sont systématiquement signalés.

Dans ce document, le terme « vous » désigne le titulaire du marché tel qu'identifié dans l'Acte d'Engagement qu'il s'agisse d'une entreprise unique, du mandataire d'un groupement ou de l'ensemble des cotraitants. Les dispositions qui s'appliquent spécifiquement au mandataire ou aux cotraitants sont expressément identifiées.

SOMMAIRE

Partie 1

Le cadre de notre collaboration



Le marché, la durée, les parties, les pièces contractuelles, dérogation au principe d'exclusivité

Partie 2

Comment exécutez-vous le contrat ?



L'équipe dédiée, les marchés subséquents, les obligations sociales et environnementales

Partie 3

Comment êtes-vous rémunérés ?



Prix, révision, délai de paiement, prestations supplémentaires ou modificatives

Partie 4

Que se passe-t-il en cas de difficulté ?



Vos obligations d'assurance, les règles applicables en cas de résiliation du marché et les modalités de règlement des différends

Annexe

Tableau récapitulatif des dérogations au CCAG-Travaux



Récapitulatif de l'ensemble des dérogations signalées dans le document

PARTIE 1 : LE CADRE DE NOTRE COLLABORATION

1.1 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché comprend des travaux d'aménagement d'espaces publics provisoires ou définitifs, de balisage, de pose de mobiliers, de reprise ou création de trottoir ou voirie, de terrassement, de gestion et valorisation de déblais, de réalisation de réseaux secs ou humides, de travaux d'éclairage et de travaux d'espaces verts.

Les spécifications techniques des travaux sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le descriptif des prix plafonds (DPP).

Le marché est conclu avec
un unique titulaire
(monoattributaire)

Il est conclu pour une **durée**
de 4 ans avec un montant
maximum de
3 800 000 € HT

Il s'exécute par **marchés**
subséquents simplifiés

1.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

1.3 PIECES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRIORITE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent dans l'ordre suivant :

Priorité	Pièce contractuelle
1	Acte d'Engagement (AE) - l'exemplaire unique original fait seul foi
2	Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre
3	Cahier des Clauses Administratives Particulières relatif à l'exécution des marchés subséquents
4	Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
5	Descriptif des Prix Plafonds (DPP)
6	Bordereau des Prix Plafonds (BPP)
7	Mémoire technique du titulaire



Dérogation
CCAG-Travaux
Art. 4.1

L'ordre de priorité des pièces contractuelles tient compte des particularités du marché

1.4 LES PARTIES AU CONTRAT

Le maître d'ouvrage

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM), représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

Vous - le titulaire

Vos caractéristiques sont précisées dans l'Acte d'Engagement.

En cas de modification de votre dénomination sociale, vous devez en informer l'EPAEM par écrit avec un extrait K-bis dans les plus brefs délais. Ce changement n'implique pas d'avenant. Tout projet de fusion, absorption ou cession doit également être signalé sans délai afin qu'un avenant de transfert soit établi.

En cas de groupement conjoint

Le mandataire est solidaire de chacun des membres pour l'ensemble des obligations contractuelles. La répartition des responsabilités est déduite de la convention de groupement transmise à l'offre. À défaut, elle est déduite de la répartition des honoraires.

Remplacement d'un cotraitant défaillant

Le mandataire peut proposer à l'EPAEM une modification de la composition du groupement en cas de défaillance d'un membre (cessation d'activité, difficultés économiques, incapacité, décès ou défaillance dans l'exécution) (articles R.2194-1 et R.2194-6 du CCP).

Le mandataire propose sans délai l'une des solutions suivantes :

- réaliser lui-même les prestations du membre défaillant ;
- confier les prestations à un autre membre du groupement ;
- présenter un sous-traitant ;
- proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement.

Toute modification donne lieu à la conclusion d'un avenant signé par l'ensemble des cotraitants, précisant la nouvelle organisation du groupement.

Tout nouveau prestataire doit fournir les documents de candidature ainsi que les justificatifs attestant de l'absence de motifs d'exclusion.

1.5 DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE

L'EPAEM se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution de certaines prestations du présent accord-cadre, dans la limite de 5 % du montant maximum. Cette faculté peut notamment être exercée pour un besoin très spécifique ou si vous n'êtes pas en mesure de respecter les délais prévisionnels.

PARTIE 2 : COMMENT VOUS EXECUTEZ LE MARCHÉ

2.1 VOTRE ÉQUIPE DEDIEE

Vous vous engagez à affecter, pendant toute la durée du marché, l'équipe présentée dans votre mémoire technique (avec les CV annexés). Les prestations doivent être réalisées par les personnes nommément désignées.

Procédure en cas d'indisponibilité d'un membre de l'équipe

En cas d'indisponibilité d'un membre de l'équipe, vous devez :

- informer immédiatement et par écrit (mail) l'EPAEM ;
- prendre toutes dispositions pour assurer la continuité des prestations ;
- proposer un remplaçant de compétences équivalentes (CV joint) dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification de l'indisponibilité.

Étape	Délai / Règle
Réponse de l'EPAEM sur le remplaçant	7 jours ouvrés — le silence vaut acceptation
En cas de récusation du remplaçant	Nouveau profil à soumettre dans les 7 jours ouvrés suivant la notification de la récusation
Défaut de proposition ou récusations successives	Application des pénalités de l'article 10

2.2 LES MARCHES SUBSEQUENTS

Comment sont-ils déclenchés ?

Lorsqu'un besoin se présente, l'EPAEM vous adresse une demande de devis précisant :

- les prestations attendues et les références du Bordereau des prix plafonds ;
- la localisation précise du lieu d'exécution ;
- le cas échéant les prestations supplémentaires (prix nouveaux) non prévues dans le bordereau des prix plafonds.

Des documents complémentaires (note de cadrage, documents modèles, plans projets, plan de synthèse réseaux) peuvent également y être annexés.

Votre offre en réponse

Vous devez établir une proposition tarifaire détaillant les prestations du bordereau des prix plafonds. Les prix proposés doivent respecter les prix plafonds du bordereau de l'accord-cadre. Vous pouvez toutefois proposer des prix inférieurs à ces plafonds. Le marché subséquent est conclu à prix global et forfaitaire.

Si des prix nouveaux sont nécessaires, le devis mentionne précisément les prix unitaires et les quantités associées.

Délai de réponse : Vous disposez de 7 jours calendaires à compter de la demande de devis pour transmettre votre offre ou du délai sur lequel vous vous êtes engagé dans votre mémoire technique si celui-ci est différent.

Votre obligation de répondre

Vous êtes tenu de soumettre une offre pour chaque consultation lancée par l'EPAEM.

⚠
Dérogation
CCAG-TVX *En cas de non-réponse à plus de 3 consultations sans justification valable, ou de remise d'offres irrégulières à plus de 3 reprises (pièce manquante, prix excédant les plafonds), l'accord-cadre pourra être résilié à vos torts exclusifs, sans indemnité.*

Notification des marchés subséquents

La notification du marché subséquent sera effectuée par l'envoi d'un bon d'engagement par mail.

L'accusé de réception du mail par l'entreprise fera foi pour le calcul des délais d'exécution indiqué dans le marché subséquent.

En cas d'urgence, la notification du marché subséquent sera constituée par l'acceptation du devis susmentionné par mail. Toute demande d'intervention effectuée oralement sera systématiquement confirmée par mail.

Cycle de vie d'un marché subséquent

Étape	1 — Demande de devis (EPAEM)	▶	2 — Remise de l'offre (Titulaire)	▶	3 — Notification bon d'engagement (EPAEM)	▶	4 — Exécution
Délai	—	▶	7 jours calendaires (ou délai du mémoire technique)	▶	AR du mail = point de départ des délais d'exécution	▶	Délais fixés dans le MS

2.3 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Clause environnementale

Le marché comprend des obligations environnementales détaillées à l'article « 1.2 Clauses environnementales » du CCTP. Vous devez respecter l'ensemble des prescriptions environnementales prévues au CCTP et mettre en œuvre les engagements pris dans votre mémoire technique.

Clause d'insertion sociale

Le marché intègre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique (article L. 2112-2 du Code de la commande publique). Les modalités précises de mise en œuvre sont détaillées en annexe du CCAP.

PARTIE 3 : COMMENT ETES-VOUS REMUNERES ?

3.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le présent accord-cadre est passé à prix unitaires plafonds.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment les contraintes liées à l'intervention en milieu urbain (maintien des circulations automobiles, piétonnes ainsi que l'accès aux riverains, services de secours, phasages et intervention sur emprises réduites, travaux sous circulation etc.)

3.2 REVISION DES PRIX

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont fermes.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 défini dans l'acte d'engagement du présent Accord-cadre.

3.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Lorsque des prestations non prévues au bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre sont nécessaires :

- soit elles sont intégrées au devis établi dans le cadre de la passation d'un marché subséquent ;
- soit elles font l'objet d'un prix nouveau notifié au titulaire par ordre de service.

Lorsque ces prestations présentent un caractère récurrent, les prix nouveaux correspondants sont intégrés au bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre par voie d'avenant.

PARTIE 4 : QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DIFFICULTE ?

4.1 ASSURANCES

Vous devez être titulaire, pendant toute la durée du marché, des assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exécution des travaux (RC professionnelle, RC décennale).

Vous devez transmettre les attestations d'assurance avant le démarrage des travaux et les maintenir valides pendant toute la durée du marché.

4.2 RESILIATION DU MARCHÉ

Motif	Base légale	Indemnité versée
Événements extérieurs (force majeure)	Art. 50.1 CCAG-Travaux	Selon les conditions du CCAG
Faute du titulaire	Art. 50.3 CCAG-Travaux	Aucune
Motif d'intérêt général	Art. 50.4 CCAG-Travaux	Aucune — par dérogation Δ
Défaillance économique	Art. L. 2195-4 CCP	Aucune



Dérogation
CCAG-Travaux
Art. 50.4

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnité — par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

4.3 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord sur l'exécution ou le règlement du marché, l'EPAEM et le titulaire recherchent d'abord une solution amiable.



La production d'un mémoire en réclamation constitue un préalable obligatoire à toute saisine du juge (art. 55 CCAG-Travaux).

ANNEXE — TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des dérogations au CCAG-Travaux prévues par le présent CCAP. Chaque dérogation est également signalée dans le corps du document par un encadré orange.

Article du CCAP	Objet de la dérogation	Article(s) CCAG-Travaux
Art. 1.4	Ordre de priorité des pièces contractuelles	Art. 4.1
Art. 4.3	Résiliation pour intérêt général sans indemnité	Art. 50.4

HISTORIQUE DES VERSIONS

Version	Date	Résumé des modifications	Acte (*)
V1.0	2026	Version initiale	DCE

(*) DCE / Lettre circulaire / Mise au point / Avenant